

L'ENGAGEMENT POUR LA DIGNITE

Le 17 octobre dernier, Martin Hirsch haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté présentait son engagement national contre la pauvreté en France. Cette initiative qui a pour but de réduire d'un tiers la pauvreté en 5 ans, concerne la politique publique économique et sociale et la politique fiscale familiale, de l'emploi, de la santé, de l'éducation et du logement. Constat.

Il a 62 ans, sa voix pleine de larmes résonnent dans le poste radio, il dit sa misère, sa dignité mise à mal, il a moins de 600 euros par mois pour vivre. Il ont 38 et 40 ans, deux enfants en bas-âge, gagnent 1700 euros par mois, cherchent désespérément un logement sur Paris depuis deux ans et ont dû mettre leurs enfants en famille d'accueil. Ils ont 23 ans, ont réouvert pour l'hiver il y a quelques jours, Coluche les espérait provisoires, les restos du coeur n'ont jamais accueilli autant de monde... La France compte, selon une définition monétaire de la pauvreté, 7,1 millions de pauvres. Est considéré pauvre l'individu ou le ménage qui a un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté fixé habituellement à 60% du niveau de vie médian. Plus clairement, aujourd'hui un individu est pauvre lorsqu'il gagne moins de 817 euros mensuels. La pauvreté n'est ni nouvelle, ni en augmentation. Son visage a changé et, alors qu'elle baissait jusqu'à la moitié des années 90, désormais elle stagne. Aujourd'hui ces « nouveaux » pauvres dont on parle ou dont on évite de parler, sont jeunes, chômeurs de longue durée, retraités, salariés, parents isolés et aspirent simplement à un logement décent, à travailler, à étudier, à se soigner... comme tout le monde. Ou presque. « Il est des taux qui, loin du CAC 40, n'intéressent personne. L'évolution des taux de pauvreté est un de ceux-là » déclarait le 8 août dernier à l'Express Martin Hirsch, ancien président d'Emmaüs France et, depuis quelques mois, haut commissaire aux solidarités. Le 8 novembre, le secours catholique rendait publique son étude statistique sur l'état de la pauvreté en France, une géographie de la misère qui venait faire écho à l'engagement national présenté lors de la journée mondiale de refus contre la misère par M. Hirsch, un document qui annoncent les priorités et les actions à mener.

2,1 millions de pauvres en moins en cinq ans

12,1% de la population française, soit un ménage sur huit est confronté à la pauvreté. Au-delà des chiffres, une vision de notre société actuelle traversée par le chômage, le déficit de logements, la difficulté d'accès aux soins, les inégalités scolaires... Même si le taux de la pauvreté n'augmente pas, il a toutefois cessé de baisser et, surtout, il n'épargne plus les personnes qui exercent une activité. Voilà pourquoi, cet engagement national de lutte est « *un impératif humain, à dimension sociale aussi bien qu'économique* ». Pour être atteint, l'objectif doit être « *partagé par les principaux acteurs dont l'action conjuguée doit contribuer à sa réalisation* » et permettre « *de garantir [...] l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.* »

Par conséquent, plusieurs principes viennent étayer le document. Parmi ceux-ci, permettre d'augmenter les revenus des actifs, rappeler la notion de solidarité nationale tant pour la redistribution des richesses que le renforcement des liens sociaux, « *notamment entre les générations* », souligner l'importance des différents partenariats, insister sur le rôle des entreprises,

revenir sur les modes de consommation...Cet engagement appelle à la « *mobilisation de l'ensemble des acteurs* ».

Les priorités pour faire franchir le seuil de pauvreté à plus de 2,1 millions de personnes en cinq ans touchent tous les visages de la société, des familles monoparentales aux personnes handicapées sans oublier les enfants, les personnes âgées, les chômeurs de longue durée, les 18-24 ans, les travailleurs en situation de pauvreté. Afin de mener à bien cet engagement, plusieurs mesures sont souhaitées. Tout d'abord, « *lever les freins à la croissance* » même si, au regard de l'évolution de la pauvreté, cette initiative ne suffit pas. En effet, le lien entre le chômage et la pauvreté est particulièrement évident et « *réduire le chômage est le moyen le plus durable de réduire le nombre de ménages pauvres* » sans négliger toutefois l'importance d'une « *dynamique d'évolution des salaires* » accompagnée de la lutte contre le temps partiel « *subi* » ou de la lutte des « *inégalités hommes-femmes* ». Dans ce contexte, le document confirme l'instauration du RSA, revenu de solidarité active, qui devrait permettre à l'individu de reprendre un emploi avec le maintien d'un minima social. A l'heure d'aujourd'hui il est « *à l'essai* » dans différents départements pour être ensuite étendu à tout le pays s'il s'avère efficace.

En ce qui concerne les personnes « *tributaires de prestations sociales* », l'évolution des « *minima sociaux, des petites retraites et des prestations spécifiques est le principal déterminant de la sortie de la pauvreté* ». Il faut ajouter à ces actions, les réformes des « *prestations sociales* », la « *remise à plat* » des « *dispositifs d'aide sociale nationaux et locaux* » qualifiées de « *nécessaires* ». Pour les jeunes, l'engagement national de lutte contre la pauvreté souligne l'importance de l'accès à la formation par les contrats d'apprentissage et de qualification afin « *d'améliorer leur insertion professionnelle* ». Enfin, il y a la volonté de construire une « *politique européenne* » avec des « *objectifs communs* ». « *Ce qu'on fait* » déclarait Martin Hirsch sur Europe 1, « *c'est que les pauvres on les enlève de la petite table de l'arrière-cuisine pour que la question de la pauvreté vienne aux grandes tables : la grande table du conseil des ministres, le grande table des négociations sociales..* »

La présentation de cet engagement a toutefois laissé dubitatives les associations de lutte contre l'exclusion qui ont refusé de signer le texte craignant qu'un objectif chiffré ne laisse sur le bord de la route les plus vulnérables au profit de ceux jugés plus facilement « *insérables* ». ATD Quart monde reprochait au haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté de ne prendre en compte que « *la pauvreté monétaire* ». Il est une autre interrogation : il n'y a aucun chiffre dans le document et inévitablement se pose la question du financement de telles mesures. Alors à combien s'élève le coût de ce noble combat ? D'autant que les responsables politiques ne cessent de rappeler que les tirelires sonnent creux...

Le village de l'espoir

Il semble désormais acquis que la pauvreté devient plus que jamais un enjeu civique et politique. Il est loin le temps où la pièce donnée au clochard sur le parvis de l'église, octroyait à l'âme charitable une place au paradis. Loin des salons feutrés des ministères, dans les friches de la banlieue parisienne, il est des individus qui font de la précarité un combat, une raison de relever la tête, de retrouver fierté et dignité. Jacques Derro est de ceux-là. Aujourd'hui, il est le directeur du premier village de bungalows pour sans-abri. Ce « *village de l'espoir* » accueille une soixantaine d'anciens SDF, dont 50% travaillent, tous logés dans des maisonnettes de 40M2 avec une grande pièce et coin cuisine, deux petites chambres, un WC et une petite salle de bain. Ce village pas comme les autres est installé « *sur une friche* » à Ivry (94), depuis fin mars. Jacques, « *Jacquot* » comme ils l'appellent a le parcours de vie d'un personnage à la Victor Hugo. Placé à l'assistance publique à 5 ans « *comme larbin* » chez des paysans, il travaille ensuite « *officiellement* » comme

brocanteur et, la nuit, dévalise les châteaux vides avec « *une bande de cambrioleurs* ». Il a 20 ans, et un matin la police est là ; il passera 7 ans en prison. Lorsqu'il sort, il est « *libre* » et « *clochard* ». Sur sa route, il rencontre Denise « *officière à l'armée du Salut* ». Il devient alors bénévole pour un centre d'accueil de SDF. Plus tard, après une dépression, l'alcoolisme, une tentative de suicide et un infarctus, il « *suit une cure et, à 40 ans, reprend ses études au centre de formation aux professions éducatives et sociales d'Aubervilliers* ». Suivront diverses actions, la création d'un comité « *salauds de pauvres !* » (d'après une réplique de Gabin dans *la Traversée de Paris*) jusqu'à ce projet, impulsé par l'action des enfants de Don Quichotte sur les berges du canal Saint-Martin « *Notre chance, c'est la canal. L'action des Enfants de Don Quichotte a boosté notre dossier, nous on était prêts* » précise-t'il au *Journal du Dimanche*. L'initiative est soutenue par Catherine Vautrin, alors ministre déléguée à la cohésion sociale, qui accepte le projet et le subventionne. La raison d'être de ce village de l'espoir est de permettre un premier pas, d'ouvrir une première porte avant un appartement, un toit, un travail, les acteurs indispensables à la réinsertion. Deux conseillères en économie familiale aident à gérer un budget, un conseiller peut intervenir pour le retour à l'emploi, un règlement intérieur régit la vie du village. « *Je lui sers d'alibi, je le sais* » précise le directeur en parlant de la ministre déléguée. « *mais, j'ai ce village pour mes potes. Maintenant, il faut prouver que ce dispositif fonctionne. On va tout inventer au fur et à mesure.* » explique Jacques Deroo et d'ajouter lors de la conférence de presse du 27 mars « *J'en ai assez des structures d'entassement proposées continuellement aux personnes sans domicile. J'ai voulu un lieu digne pour elles. Elles y ont droit comme tout autre citoyen. J'ai voulu changer la manière de faire qui consiste à faire en sorte que les personnes s'adaptent à une structure, en la remplaçant par une structure qui s'adapte à leurs besoins. D'autre part, n'étant pas des magiciens, nous songeons déjà à un village autogéré par les personnes qui ne pourront plus se réinsérer de la manière dont on le conçoit habituellement* »

A l'image de ce village, l'Engagement National de Lutte contre la Pauvreté redonnera-t'il espoir et dignité ? A l'époque du « toujours plus » certains viennent rappeler le « toujours rien » et l'importance d'un idéal d'humanité pour une société qui aurait parfois tendance à l'oublier.

Lisa JAMESON